



17 juin 2011

POINTS SAILLANTS

- Le revenu combiné des ménages, entreprises et du gouvernement autochtone atteindra \$24 milliards en 2011 et pourraient atteindre \$32 milliards en 2016. Si accompli, ces revenus dépasseraient le niveau de PIB nominal combiné de T.N. & L. et de l'Î.-P.-É.
- Nos prévisions indiquent que les autochtones sont sur la bonne voie et que leur empreinte économique s'agrandira sur l'échelle nationale.
- Depuis le début de cette décennie, la population autochtone a bénéficié des hausses survenues dans les secteurs des ressources. De plus, ils ont contribué à l'accroissement en remplissant un manque de main-d'œuvre potentiel. Le fil de gain en revenu devrait se concrétiser si le prix des produits de base demeure florissant comme prévu.
- En particulier, les entreprises laissent de plus en plus leur marque sur le pouvoir d'achat total. Le secteur autochtone de l'économie représente un marché de consommation en pleine expansion qui pourrait s'avérer lucratif pour les entreprises canadiennes.
- Des défis importants subsistent. L'écart entre leur niveau de vie et la moyenne canadienne se trouve bien peu réduit. Ceci dit, une priorité nationale visant une élévation du niveau d'éducation auprès de la population autochtone devrait continuer.

ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHÉ AUTOCHTONE AU CANADA

Revenu combiné des ménages, des entreprises et des gouvernements de 32 milliards de dollars d'ici 2016

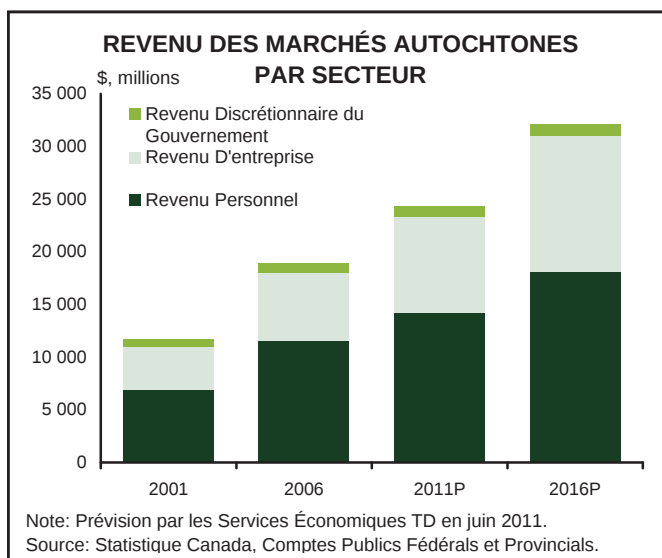
Nous remercions le conseil canadien pour le commerce autochtone (CCCA), leurs recherches et aperçus étaient instrumentales lors de la préparation de ce rapport.

Au cours des dix dernières années, les autochtones du Canada – à l'intérieur comme à l'extérieur des réserves – ont graduellement amélioré leur situation économique. Selon les Services économiques TD, le revenu total des ménages, des entreprises et des gouvernements autochtones atteindra 24 milliards de dollars en 2011, soit le double de ce qu'il était en 2001, à 12 milliards de dollars. D'ici 2016, nous croyons que ce revenu combiné pourrait atteindre 32 milliards de dollars, soit environ 50 % de plus que son niveau actuel. Le cas échéant, le revenu total des autochtones dépasserait le PIB nominal combiné des provinces de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Bien que les ménages et les gouvernements autochtones participent à cette croissance, c'est le secteur des entreprises autochtones qui contribue le plus à la hausse du revenu combiné dans le marché autochtone.

Poussés par une augmentation de participation dans le marché économique, les autochtones ont laissé leur marque dans des secteurs couvrant un large éventail de produits et de services. Cela dit, ils ont particulièrement bénéficié des hausses survenues dans les

secteurs des ressources et de la construction, surtout dans l'Ouest du pays, depuis le début de la dernière décennie. La récession mondiale de 2008-2009, qui a porté un coup particulièrement dur à ces deux secteurs de l'économie, a entraîné un recul important pour les ménages et les entreprises autochtones. Néanmoins, la trajectoire ascendante observée avant 2008 semble avoir repris au cours de la dernière année, parallèlement aux prix des produits de base. De plus, les analystes s'entendent pour dire que la vigueur des marchés des ressources devrait se maintenir à moyen terme, ce qui favorisera la croissance du revenu des autochtones au cours des cinq



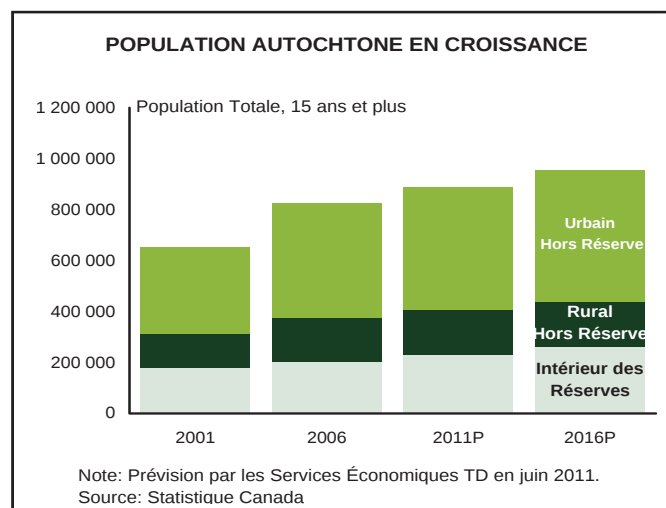
prochaines années.

De nombreuses entreprises non-autochtones reconnaissent déjà l'apport que peuvent avoir les autochtones pour combler les pénuries croissantes de main-d'œuvre, surtout dans le cadre du vieillissement de la population canadienne. Toutefois, on reconnaît moins le fait que le segment autochtone de la population entière soit un marché de consommation en pleine expansion qui pourrait s'avérer lucratif pour les entreprises canadiennes.

Par contre, on ne peut pas ignorer les importants défis qui subsistent. Après rajustement de la hausse des revenus des autochtones en fonction de la forte croissance de leur population, l'écart entre leur niveau de vie et la moyenne canadienne se trouve bien peu réduit. En fait, le Centre Canadien de Politiques Alternatives illustre que le revenu médian pour les autochtones était inférieure au revenu médian pour tous les Canadiens par 30 % en 2006¹. Pour réduire cet écart, on doit d'abord faire en sorte que la différence entre les taux d'achèvement des études s'estompe. La conférence de la semaine dernière sur l'éducation des autochtones, à l'Université Queen's, est un pas dans la bonne direction pour découvrir des stratégies pour attirer et maintenir plus d'autochtone dans un programme d'étude postsecondaire. Cependant, c'est important de reconnaître que les bonnes idées et les discussions doivent mener à des actions concrètes.

Il est difficile d'évaluer la taille du marché autochtone

En raison de données limitées, de nombreuses hypothèses et déductions ont été nécessaires pour obtenir une estimation prudente et conservatrice du revenu total des autochtones – ou de la taille du marché – ainsi que du revenu des sous-composantes que sont les ménages, les entreprises et les gouvernements. Pour effectuer nos prévisions, nous avons

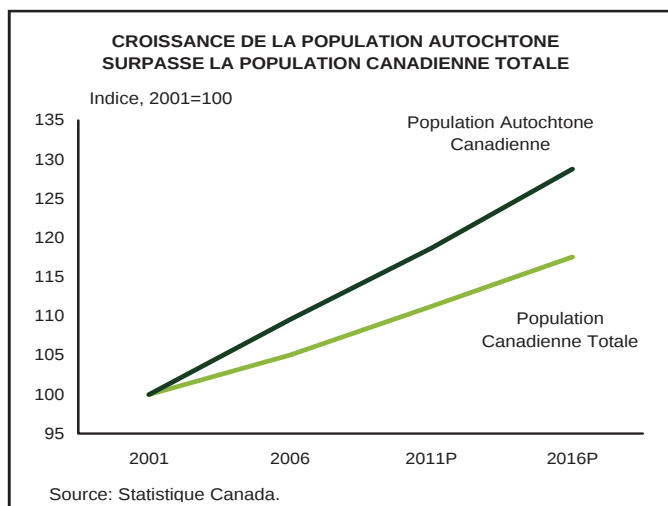


mesuré le marché au complet, incluant les communautés des Premières Nations, des Métis et des Inuits. Dans certains cas, des données distinctes étaient fournies sur les autochtones vivant à l'intérieur et à l'extérieur des réserves. Dans la mesure du possible, nous avons conservé le caractère distinct de ces données.

Les données utilisées pour notre analyse proviennent principalement des recensements de 2001 et de 2006. Puisque le dernier recensement remonte à près de cinq ans, nous avons dû déduire l'évolution des rendements économique et social depuis ce temps. De plus, comme la crise financière est survenue au cours de cette même période, l'estimation est particulièrement difficile. Malgré l'existence d'un recensement, la population autochtone est probablement sous-estimée. Certaines communautés refusent de prendre part au recensement en raison de préoccupations concernant la protection de la vie privée.

Compte tenu de l'absence de données de recensement depuis 2006, nous avons eu recours à d'autres sources pour alimenter notre base de données. Par exemple, nous avons obtenu des documents fédéraux et provinciaux pour évaluer les dépenses publiques annuelles totales. En ce qui a trait aux ménages, nous avons utilisé les estimations du marché de l'emploi autochtone pour avoir une meilleure idée des tendances depuis le recensement de 2006. Le Conseil canadien pour le commerce autochtone nous a également fourni des données d'enquête sur la taille, les caractéristiques sectorielles et les estimations de revenu de certaines grandes corporations de développement économique communautaire (CDEC).

À partir de ces nombreuses sources, nous avons rassemblé les données nécessaires pour évaluer la taille du marché. Toutefois, nous croyons qu'il est essentiel d'avoir de meilleures méthodes de collecte de données, un plus

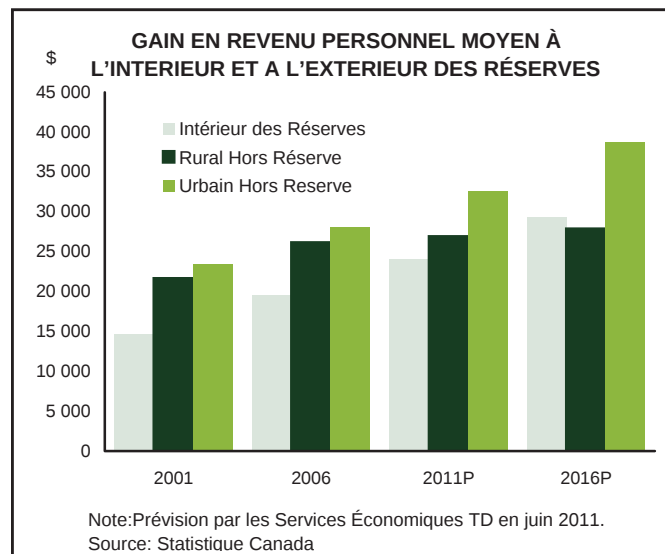


grand taux de participation au recensement au sein des communautés ainsi que des ensembles de données moins fragmentés entre les différents ministères et agences. Malgré tout, l'estimation de leur revenu à 32 milliards de dollars, que nous avons calculé à partir de données limitées, fait ressortir l'importance des autochtones dans l'économie du pays. De plus, la collection et disponibilité de données à haute qualité assisterait sûrement les décideurs des politiques publiques et aux autres intervenants à mieux concevoir et analyser les complexes sujets en question.

Le revenu des ménages double à 14 milliards de dollars

Au cours des dix dernières années, soit de 2001 à 2011, le revenu des ménages autochtones est passé de 6,9 à 14,2 milliards de dollars (estimation). Cela se traduit par une croissance annuelle moyenne de 7 %. Cette impressionnante poussée s'explique par un taux d'emploi et un taux d'activité plus élevés. Avec des emplois en poche, les autochtones ont gravi les échelons et stimulé la croissance du revenu de leurs ménages et de leurs communautés. Ces augmentations d'emploi et de revenu sont observées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des réserves, ainsi que dans des proportions semblables en milieux ruraux et urbains.

Les données sur le marché de l'emploi de Statistique Canada nous donnent une idée de la composition sectorielle de la population active. Elles indiquent que les tendances observées dans les recensements de 2001 et de 2006 se main-



tiennent généralement. Plus précisément, au cours des dix dernières années, la main-d'œuvre autochtone s'est déplacée vers le secteur des ressources naturelles (huile, essence et extraction minière) ainsi que vers ceux de la construction et de l'aménagement, qui accompagnent généralement ce type d'activités. Ainsi, la croissance du revenu des ménages n'est pas surprenante compte tenu des salaires payés dans ce secteur, qui se trouvent au-dessus de la moyenne. Avant la récession, 36 % des autochtones travaillaient dans les secteurs de la production de biens et de la construction.

Le déplacement vers le secteur des ressources est davantage prononcé à l'extérieur qu'à l'intérieur des réserves,

REVENU (DE MARCHÉ) AUTOCHTONE AVANT IMPÔT, PAR COMPOSANTE DE REVENU

	2001	2006	2011P	2016P	2001-2011	2011-2016
	(\$ millions sauf si autrement indiqué)				(Moy. Annuelle (Chg. %))	
Revenu Personnel Total Avant Impôt						
Intérieur des Réserves	1 001	1 562	2 233	3 205	8,4	7,5
Hors Réserve	5 873	9 999	11 972	14 828	7,4	4,4
Rural	1 493	2 472	2 590	2 756	5,7	1,3
Urbain	4 379	7 527	9 382	12 072	7,9	5,2
Revenu Personnel Total, Tous les Sources	6 874	11 561	14 204	18 034	7,5	4,9
Entreprises						
Revenu des Petites Entreprises	443	590	974	1 255	8,2	5,2
Revenu Réalisé par la Corporation de Développement Économique Communautaire	3 679	5 836	8 122	11 767	8,2	7,7
Revenu Total des Entreprises	4 122	6 426	9 096	13 022	8,2	7,4
Gouvernement						
Fédéral	6 728	8 947	9 373	10 098	3,4	1,5
Provincial	115	546	876	944	22,5	1,5
Total	6 843	9 492	10 250	11 042	4,1	1,5
Revenu Discretionnaire du Gouvernement	684	949	1 025	1 104	4,1	1,5
Revenu Total des Autochtones*	11 680	18 936	24 325	32 160	7,6	5,7
Revenu Total par Habitant Autochtone	10 950	16 204	19 217	23 412	5,8	4,0
PIB Nominal Total par Habitant	35 722	44 524	50 224	58 691	3,5	3,2

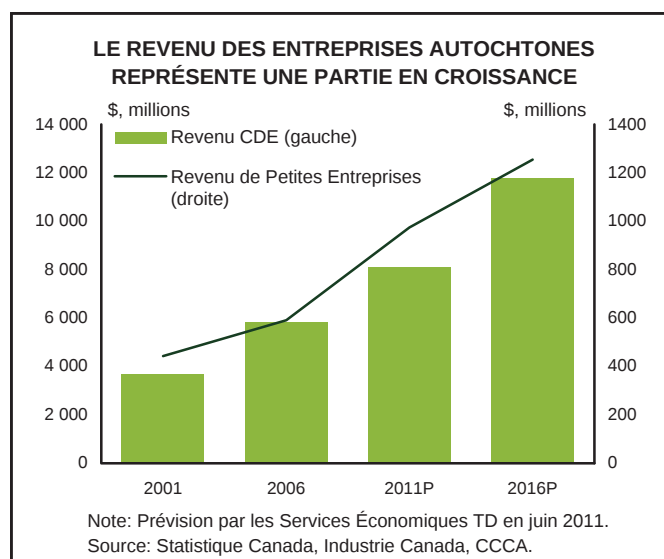
*Revenu Total: Personnel, des Entreprises et Discretionnaire du Gouvernement
Voir l'appendice pour de plus amples renseignements sur la méthodologie.

où les métiers traditionnels comme la chasse, la pêche et l'agriculture demeurent fréquents. Par conséquent, le revenu moyen des ménages des Premières Nations dans les réserves a probablement été plus stable au cours des dix dernières années, puisque c'était la communauté autochtone hors réserve qui a tiré profit du boom du secteur des ressources de 2001 à 2007. Et même si une partie de ces gains s'est envolée au cours de la récente récession, le revenu moyen des autochtones hors réserve dépasse encore celui des autochtones vivant dans les réserves.

Le revenu total des entreprises atteint 9 milliards de dollars

Il y a dix ans, la part des entreprises dans l'ensemble du marché autochtone représentait 35 % et se composait surtout de petites entreprises. Depuis, le nombre de corporations de développement économique communautaire ont augmenté, ainsi que le revenu annuel. Les petites entreprises et le CDEC comptent désormais pour 37 % du revenu moyen combiné. Toutefois, il est important de noter que le manque de données rend les calculs de cette catégorie particulièrement difficiles, bien que nous croyons que nos estimations sont conservatrices.

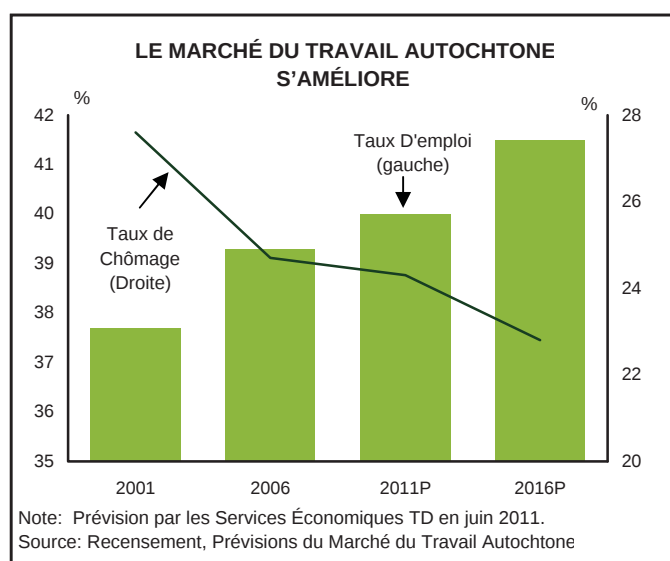
Commençons par le revenu des petites entreprises. Les preuves empiriques indiquent que la plupart des entreprises de propriété autochtone comptent moins de cent employés. Pour arriver à nos chiffres, nous employons les données évaluatives sur le nombre de petites entreprises autochtones fournies par les deux recensements, puis nous calculons la part que ces entreprises représentaient sur l'ensemble des entreprises canadiennes ces années-là. Nous projetons ensuite ces parts pour les appliquer aux données subséquentes afin d'en déduire le nombre de petites entreprises canadiennes



et leur revenu moyen. Dans le cadre de cette estimation brute, nous posons l'hypothèse simplificatrice que les entreprises autochtones sont semblables et comparables aux autres petites entreprises canadiennes. Ce n'est peut-être pas le cas, étant donné que les activités d'un grand nombre d'entreprises au sein des communautés des Premières nations, des Inuits et des Métis gravitent autour des ressources naturelles. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les jeunes entreprises peuvent parfois générer des profits exponentiels dans la phase initiale de leur croissance. Selon nos estimations, le pays compte environ 25 000 entreprises de propriété autochtone, qui rapporteront un revenu global avoisinant les 974 millions de dollars en 2011.

Les corporations de développement économique communautaire (CDEC) sont devenues l'autre élément clé de cette catégorie de revenu. Elles représentent l'outil de développement économique et entrepreneurial des gouvernements autochtones qui souhaitent stimuler l'activité économique. Dans la grande majorité des cas, l'entreprise est située dans la communauté que la CDEC dessert. En fait, l'entreprise appartient souvent au gouvernement autochtone.

Au cours des dernières années, l'importance économique de ces entreprises communautaires s'est accrue. C'est pourquoi, afin de mieux comprendre la nature de ce type d'affaires, le Conseil canadien pour le commerce autochtone (CCCA) a commandé une enquête en 2010. C'est ainsi que le CCCA, en partenariat avec le groupe de recherche Environics, a sélectionné au hasard 50 CDEC, sur un total évalué à 262, pour une enquête téléphonique ou en personne. Les résultats de cette enquête indiquent que les CDEC se trouvent dans l'ensemble des provinces et territoires, et qu'elles sont actives à proportion quasi égale dans les secteurs de la production de biens et de la prestation de services.



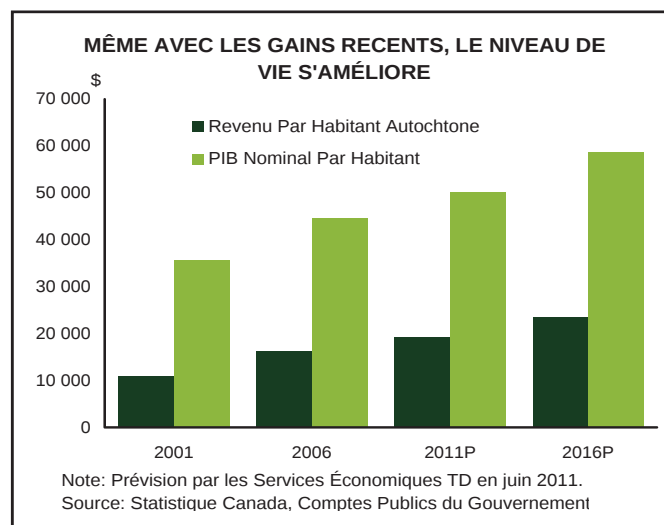
Au moment où l'enquête du CCCA a été commandée, ces entreprises communautaires comptaient en moyenne 185 employés et 17 années d'existence. En 2010, le produit moyen de leurs ventes brutes s'est élevé à 28 millions de dollars. Le caractère ponctuel de cette estimation et la maturation des secteurs d'activité portent à croire que le nombre de ces entreprises a probablement connu une croissance modérée au cours des dernières années. Nous estimons qu'environ dix nouvelles CDEC ont vu le jour, annuellement, depuis 2001, compatible avec les tendances historiques. Malgré tout, ce petit nombre de corporations a fait plus que doubler le revenu des entreprises autochtones au cours des dix dernières années. En 2011, leur revenu annuel (avant dépenses) devrait atteindre 8,1 milliards de dollars. À l'avenir, nous nous attendons à une nouvelle croissance des revenus et du nombre de communautés adoptant ce type d'entreprises.

Le revenu des gouvernements a également augmenté

Les dépenses fédérales et provinciales ont longtemps été une importante source de revenus pour les autochtones et leurs communautés. Nous avons donc passé en revue des documents financiers et prévisionnels afin de vérifier la valeur des fonds publics transférés chaque année à ces communautés. Bien qu'inférieure à la contribution du fédéral, la part de financement de chaque province n'est certainement pas négligeable, c'est pourquoi nous tenons compte de tous les fonds publics dans nos estimations. En plus du montant global, nous nous intéressons à la différence entre les transferts gouvernementaux discrétionnaires et non-discrétionnaires. Cette distinction est importante, car dans le deuxième cas, les fonds transférés le sont uniquement pour des usages précis. Citons comme exemples les transferts en santé et en éducation. Au contraire, peu de conditions accompagnent les transferts discrétionnaires, qui s'apparentent donc à un revenu disponible.

Le manque de données rend le calcul du montant total complexe, et la part de financement discrétionnaire énormément difficile à déterminer. L'ensemble du financement fédéral versé aux autochtones serait donc passé de 6,8 milliards de dollars, en 2001, à 10,3 milliards de dollars, en 2011. Cela se traduit par une croissance annuelle moyenne de 3,7 % au cours de cette période. L'austérité et les enveloppes budgétaires en place depuis 2010 ont légèrement fait diminuer la croissance moyenne sur dix ans. D'ailleurs, la part des fonds publics a connu la plus faible croissance de toutes les catégories de revenu autochtone. Elle est ainsi passée de 38 %, en 2001, à un peu moins de 31 %, en 2011.

En l'absence de données, nous ne pouvons calculer la



part exacte de financement public discrétionnaire. Afin d'en d'obtenir une idée générale, nous avons simplement évalué à 10 % la part des fonds publics qui peuvent être dépensés à la discrétion des communautés. En raison de l'inexactitude de cette donnée, nous l'avons seulement appliquée au revenu combiné total.

Le revenu combiné s'élèvera à 32 milliards de dollars d'ici 2016

À partir des tendances sur dix ans, et en tenant compte de notre avis sur les perspectives économiques nationales et régionales, nous avons effectué des prévisions du niveau que pourrait atteindre le revenu du marché dans cinq ans (incluant le financement discrétionnaire gouvernemental). En général, nous croyons que les tendances observées en matière de secteurs d'activité et de revenu au cours des dix dernières années se confirmeront ultérieurement.

Nous avons présenté un grand nombre des arguments qui justifient notre avis dans un rapport des Services économiques TD, publié en 2009, qui s'intitule *Aboriginal People in Canada*. Dans ce rapport, nous soutenions que les éléments nécessaires étaient en place, notamment : 1) de bonnes perspectives à long terme dans le secteur des ressources; 2) des pénuries de main-d'œuvre plus fréquentes et 3) des verdicts de la Cour suprême, en 2004, qui ont établi que les gouvernements avaient l'obligation juridique de consulter les communautés autochtones en ce qui a trait aux projets de mise en valeur des ressources. Bien que les autochtones hors réserve jouissent de meilleures perspectives de croissance du revenu, les ententes sur les répercussions et les avantages ainsi que les investissements de sociétés remis aux communautés apportent de plus en plus d'avantages financiers aux communautés. À l'avenir, nous croyons que ces partenariats et ententes de nature financière se répandront davantage.

À l'échelle infrarégionale, nous croyons que les perspectives économiques favoriseront les économies de ressources, comme l'Alberta, la Saskatchewan ainsi que Terre-Neuve-et-Labrador. En Alberta, seulement deux ans après le début de la crise financière mondiale, on constate déjà des pénuries de main-d'œuvre. Celles qui sévissent dans le secteur des ressources devraient favoriser les autochtones en poussant les salaires annuels à la hausse ainsi qu'en stimulant les taux d'emploi et de participation de la population active.

Dans certains cas, les montants combinés que nous avons déduits s'appuient sur des hypothèses conservatrices et n'englobent pas toutes les sources de revenu des autochtones et de leurs communautés. Par exemple, nous n'avons pas tenu compte des revenus d'intérêt sur les montants forfaitaires précédemment versés à une communauté en vertu d'un accord de revendications territoriales. Dans notre rapport de 2009, nous mentionnions que la valeur des accords de revendications territoriales non réglés pouvait atteindre entre 9 et 13 milliards de dollars. Nous reconnaissons donc que les accords de revendications territoriales constituent une source importante de revenu, mais les dates et les montants exacts relatifs à la conclusion de tels accords sont très incertains. Le manque de données nous a également poussés à exclure les dons de sociétés ainsi que la valeur des ententes sur les répercussions et les avantages de notre estimation du revenu combiné total.

Réduire les différences de scolarisation pour favoriser la croissance à long terme

Au cours des dix dernières années, le revenu combiné total des autochtones (7 % par année) a crû plus rapidement que le PIB nominal moyen au Canada (4 % par année). Nos perspectives à court terme indiquent que cette tendance se poursuivra au cours des cinq prochaines années. D'ici 2016, le revenu total des autochtones s'élèvera à 32 milliards de dollars et représentera un marché lucratif, tant pour les entreprises autochtones que non-autochtones.

Un regard plus critique du contexte sous-jacent nous permet de faire ressortir les défis qui subsistent. En dépit de la hausse du revenu total, la croissance n'est pas en mesure de combler l'écart entre le revenu par habitant des autochtones et celui des non-autochtones (calculé à l'aide du PIB nominal). En fait, cet écart pourrait continuer de s'agrandir. À long terme, le plus grand obstacle qui empêche de combler l'écart de niveau de vie est le faible taux de réussite scolaire des autochtones. Le devancement récent et les gains importants peuvent être liés aux booms récents des ressources et de la construction qui ont offert des emplois

bien rémunérés aux autochtones ne détenant parfois pas de diplôme d'études secondaires. Comme nous avons remarqué pendant le ralentissement, souvent ces individus ont peu de certification ou de formation comme support lorsque le boum s'achève.

Les récents progrès en matière de programmes d'apprentissage en ligne et de formation des adultes sont d'importants pas dans la bonne direction. Toutefois, pour s'assurer que les autochtones et leurs communautés bénéficient du potentiel de revenu qui s'offre à eux, les décideurs politiques devront collaborer avec les entreprises et les établissements scolaires à la recherche de solutions novatrices pour fournir une éducation adéquate aux autochtones. Bien que l'évaluation de telles politiques et solutions dépasse le cadre de cet article, nous croyons que favoriser la poursuite des études devrait être une priorité à l'échelle nationale. De nombreuses idées innovatrices ont été mises de l'avant, la semaine dernière, à la conférence sur l'éducation des autochtones, qui s'est tenue à l'École des études sur les politiques publiques de l'Université Queen's et qui a été co-présidée par M. Don Drummond, ancien économiste en chef de la Banque TD ainsi que Bob Watts, l'ancien président-directeur général de l'Assemblée des Premières Nations. De plus, les Comités des autochtones nationaux mettent une emphase importante sur l'éducation². Le 16 juin, l'Inuit-Tapiriit Kanatami on annoncé la Stratégie Nationale sur l'Éducation Inuit, et le Plan d'Action Joint de Canada-Premières Nations marque l'éducation comme étant une priorité clé.

Nos prévisions indiquent que les autochtones sont bel et bien sur la bonne voie et que leur empreinte économique s'agrandira à l'échelle nationale. Toutefois, en ciblant en toute objectivité les défis qui subsistent, nous espérons pouvoir contribuer à ce que le développement futur soit prospère, durable et avantageux pour l'ensemble des autochtones et de leurs communautés, ainsi que pour tous les Canadiens.

Sonya Gulati , Économiste
416-982-8063
sonya.gulati@td.com

Derek Burleton, Vice-président et
Économiste en chef adjoint
416-982-2514
derek.burleton@td.com

APPENDICE ET DÉTAILS MÉTHODOLOGIQUES

Source de données

Nous avons utilisé l'information du recensement disponible au public pour 2001 et 2006 pour trouver les revenus historique ainsi que les estimations du marché. Dans cette base de données, nous avons obtenu l'information démographique incluant la population vivant à l'intérieur et à l'extérieur des réserves et dans les milieux ruraux et urbains, revenu du ménage et la situation par rapport au marché du travail. Pour trouver les estimations pour 2011 et une prévision pour 2016, nous avons remplacé le recensement par des bases de données plus récentes. Par exemple, les projections de population des autochtones de Statistique Canada (2005), le registre des entreprises nationales et les estimations sur le marché du travail autochtone. De plus, nous avons eu accès à l'information de haut niveau de l'enquête du Conseil Canadien pour le Commerce Autochtone sur le développement économique du commerce.

Pour produire des estimations plus transparentes et avec plus de clarté, le texte qui suit explique nos inférences et inductions envers nos catégories de revenus.

Revenu personnel

Pour cette catégorie, nous divisons la tendance des revenus à l'extérieur et à l'intérieur des réserves pour les milieux ruraux et urbains. Le recensement pour 2001 et 2006 fournit les taux d'emploi, taux d'activité dans le marché du travail, et la moyenne des revenus des ménages pour chacune des catégories. Par la suite, les estimations du marché du travail autochtone fournissent nos tendances annuelles de l'emploi de 2007-2010 pour ceux qui demeurent hors réserve. Ces données plus récentes nous donnent une aperçue des conditions économiques de cette population pendant le ralentissement de l'économie. Pour la population vivant à l'intérieur des réserves, nous supposons que les tendances de revenu et d'emploi sont majoritairement stables depuis 2006. Sous-jacent cette induction se trouvent des estimations historiques ainsi qu'une stabilité souvent associée avec une économie traditionnelle.

Dans nos projections jusqu'à 2016, nous supposons que le revenu des ménages autochtones, à l'intérieur et hors réserve, va croître en ligne avec celui de la population canadienne.

Revenu d'entreprise

L'information sur les petites entreprises nationales parvient du registre des entreprises d'Industrie Canada et de Statistique Canada. Ceci se trouve à ce lien :

http://www.ic.gc.ca/eic/site/sbrp-rppe.nsf/fra/h_rd01252.html

De cette base de données, nous supposons que la plupart des petites entreprises autochtones engagent moins de quatre-vingt-dix-neuf employés. Pour arriver au nombre désiré de petites entreprises,

nous avons multiplié la proportion d'individus qui sont des travailleurs autonomes avec le compte total d'entreprises nationales. Cette méthodologie nous a été recommandée par des analystes seniors d'Industrie Canada, étant donné le fait que pas tous les travailleurs autonomes ont une petite entreprise et que plus qu'un travailleur autonome peut être dans la même entreprise (ex., partenariat). Les rémunérations hebdomadaires moyennes viennent de la même base de données de Statistique Canada. Nous supposons une année composée de 52 semaines et pour nos projections, nous supposons que la moyenne de la dernière décennie persiste.

L'information sur le développement économique du commerce (CDECs) est basée sur les résultats de l'enquête commissionnée par le Conseil Canadien pour le Commerce Autochtone. D'après les preuves empiriques, nous supposons que dix nouveaux CDEC s'installent chaque année. Le revenu pour ces entités est projeté jusqu'en 2016 en s'appuyant sur le PIB nominal comme approximation.

Revenu du gouvernement

Pour les transferts fédéraux acheminés aux communautés autochtones, nous avons pris les données sur les dépenses annuelles des Rapports sur les Plans et les Priorités par département. Cet agrégat inclut les Affaires Autochtones et Développement du Nord Canada, Santé Canada, SCHL, Soliciteur Général, Patrimoine Canadien, le département des Pêches et Océans Canada, Citoyenneté Immigration Canada, le Bureau du Conseil Privé, et le Ministère de la Justice. Nous présumons une hausse des dépenses de programme de 1,5 % par année pour 2011-12, moins que la moyenne de la dernière décennie de 3,3 %, étant donné les restrictions fiscales en place. Pour des raisons similaires, nous présumons une hausse des dépenses de programme annuel de 1 % jusqu'en 2016-17.

Les données sur le financement public provincial et territorial proviennent des documents annuels des Comptes Publics. Le financement inclut les transferts généraux, les subventions et les programmes ciblés vers les autochtones lorsque des données sont disponibles. La croissance des dépenses de programme annuelle pour nos projections équivaut celle du gouvernement fédéral.

Pour arriver aux dépenses discrétionnaires, nous présumons qu'environ 10 pourcent de toutes les dépenses fédérales et provinciales du gouvernement ne sont pas réservées pour une intention spécifique (ex., santé, éducation). Cette portion demeure constante pendant notre période de projection.



Références

- 1 Wilson, Daniel and Macdonald, David "The Income Gap Between Aboriginal Peoples and the Rest of Canada," Centre Canadien de Politiques Alternatives, Avril 2010.
- 2 Pour de plus amples renseignements, veuillez s'il vous plait visiter ce site web: http://www.queensu.ca/sps/events/Indigenous_Issues/.

Ce rapport est présenté par les Services économiques TD pour les clients du Groupe Banque TD. Il est à des fins d'information seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Le rapport ne fournit pas de matériel d'information sur les activités et les affaires du Groupe Banque TD et les membres des Services économiques TD ne sont pas les porte-parole de Groupe Banque TD à l'égard de ses activités et ses affaires. Les informations contenues dans ce rapport ont été établies à partir de sources considérées comme fiables, mais leur exactitude n'est pas garantie. Le rapport contient une analyse et des points de vue économiques, y compris sur l'avenir économique et la performance des marchés financiers. Celles-ci sont fondées sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont assujettis à des incertitudes et risques inhérents. Les résultats actuels peuvent être sensiblement différents. La Banque Toronto-Dominion et les filiales et entités qui composent le Groupe Banque TD ne sont pas responsables d'éventuelles erreurs ou omissions dans l'information, analyse ou de points de vue contenus dans le présent rapport, ou de toute perte ou dommage subi.